## Mitterrand nous cache une guerre africaine

L'Ouganda envahit le Rwanda, et Paris défend l'agressé sans citer le nom de l'agresseur. Quant à Giscard, il fait campagne au Togo.

Rwanda n'a rien d'une guerre civile, c'est un conflit avec l'Ouganda voisin. Une véritable invasion. » Voilà l'aveu d'un diplomate français, dont on ne trouve aucun écho dans les communiqués du Quai d'Orsay, de la Défense, voire de l'Elysée, pour justifier l'envoi récent d'un nouveau contingent de 150 parachutistes au Rwanda.

Des militaires français ont pourtant intercepté des communications radio de régiments ougandais. Ces envahisseurs, après avoir installé des batteries à longue portée sur la frontière, l'ont franchie et se sont postés en seconde ligne, derrière les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), qu'ils approvisionnent en artillerie. Des rebelles maintenant parvenus à environ 60 km de la capitale, Kigali.

Le gouvernement français est gêné aux entournures. Au moins pour deux raisons. Tout d'abord, seul un accord d'« assistance militaire » lie la France au Rwanda, et aucun accord de défense ne permettrait aux militaires français de participer aux combats. Autre complexité à l'africaine: l'Ouganda bénéficie du soutien discret des services de nos alliés britanniques et américains, qui lui livrent quelques armes. Mais, là encore, silence sur toute la

E qui se passe au ligne à l'Elysée comme au Quai d'Orsay. Il ne faut froisser per-

Moralité à l'élyséenne : le contingent français a pour seule mission de protéger Kigali, son aéroport et les quelque 400 nationaux résidant dans le pays. C'est la version officielle. En réalité, il fournit à l'armée rwandaise des conseillers et des instructeurs, notamment en artillerie.

Au total, 450 militaires sont aujourd'hui sur place, dont un détachement d'assistance opérationnelle de 150 hommes, parmi lesquels des membres du 11<sup>e</sup> régiment parachutiste de choc, le bras armé de la DGSE.

« On ne peut pas tolérer cette attaque de l'Ouganda, 18 millions d'habitants, contre le Rwanda, avec ses seulement 7 millions. Les Belges ont abandonné leur ancienne colonie, et on est seuls. Mais, grâce à nous, l'armée rwandaise peut tenir le coup », commente un de nos experts en stratégie africaine, râlant contre les ingérences anglo-américaines.

## Embouteillage au Togo

Le Togo est un autre de nos cauchemars. Sa capitale, Lomé, devient un must des déplacements de nos personnalités politiques. Et aussi un sujet de débats franco-français. Le général Lacaze, député européen et conseiller militaire de Mobutu, a fait le déplacement pour apporter son soutien au général-président Eyadéma.

Tout aussi prévenant, mais plus bruyant, Charles Pasqua a agi de même. Ce fut ensuite le tour de Marcel Debarge, ministre de la Coopération, qui assista à la brutale répression d'une manifestation. Puis Alain Madelin, vice-président du PR, mit son grain de sel, lors d'une escale au Togo, en affirmant que la future majorité ne jouerait pas les « SOS dictateurs » pour dictateurs africains en danger.

Ce qui fut vite démenti par son patron, l'inimitable Giscard. Dernière vedette « togolaise » en date, l'Ex s'est, comme d'habitude, montré brillant. Sa lettre à Eyadéma, lue à la télévision locale, est un modèle du genre « de quoi je me mêle ». delin, déclare, péremptoire, Giscard, ne peuvent être interprétés comme une prise de position de l'UDF. J'ai été informé de l'émotion que vous avez ressentie et je tiens à vous réitérer mes sentiments personnels de fidèle amitié, en raison de l'excellence et de l'efficacité (sic) de nos relations durant l'exercice de ma fonction présidentielle. »

« Les propos tenus par M. Ma-

L'Ex a bien choisi ses mots et le moment pour complimenter Eyadéma. Bagatelle autour d'un massacre, sa lettre a été rendue publique par Eyadéma, quelques jours après les tueries des 26 et 30 janvier, à Lomé. Giscard l'Africain a sans doute reporté son amitié passée pour Bokassa sur un autre partisan du nettoyage des rues.

S. Maxime

## -Bush en missionnaire chez Mobutu ?

L'EX américain chez Mobutu? C'est un projet que Paris considère d'un œil soupçonneux. L'équipe Clinton aurait, dit-on au Quai d'Orsay, l'intention de convaincre le patron du Zaïre de choisir un Premier ministre à son goût. Thomas Kanza, par exemple, ex-ministre des Affaires étrangères et « Monsieur Zaïre » du puissant groupe britannique Lonrho, très en cour aux USA et en Afrique du Sud.

Soupçons parisiens encore : Gécamines, le holding zaïrois qui gère les richesses minières du pays, pourrait être privatisé. Des groupes américains s'intéressent de près à la question. Si Bush s'en mêle, ça fera



un chômeur de moins aux Etats-Unis... La méthode Clinton commence à faire ses preuves. Lors d'un récent conseil des ministres, un des intervenants a évoqué le soutien de Pasqua au président togolais Eyadéma, et une discussion s'est entamée sur l'influence des réseaux Pasqua ou Foccart en Afrique. Après un long exposé sur les subtilités tribales du Togo, Tonton a pris ses ministres à contre-pied: « Ce ne sont pas les réseaux qui font la politique africaine, c'est Elf. » De fait, c'est plus raffiné, mais est-ce bien raisonnable?